

TROP C'EST TROP !

Le mouvement de grève initié par les salariés des services techniques du centre d'impression s'inscrit dans un contexte que chacun connaît : celui d'une entreprise confrontée à des difficultés économiques réelles et durables. Notre organisation syndicale ne nie en rien cette situation. Au contraire, elle a, à plusieurs reprises, pris ses responsabilités. Par le passé, nous avons contribué, dans un esprit de dialogue et de compromis, à la mise en œuvre de solutions ayant permis d'éviter des situations critiques, y compris le recours à des procédures telles que le redressement judiciaire.

Hier, la direction a présenté un projet prévoyant la suppression de 38 postes dans les services techniques et de 15 postes dans les rédactions, des départs non remplacés au fil de l'eau, une réorganisation du travail, ainsi qu'une réduction du nombre de jours de RTT.

Cette réduction serait négociée par catégorie socio-professionnelle, au risque de créer des déséquilibres inacceptables entre les salariés. Ces orientations, cumulées, conduisent à une transformation profonde de nos conditions de travail et de l'organisation de l'entreprise.

Depuis plusieurs années, les services techniques ont été particulièrement sollicités dans les différents plans d'adaptation. Dans ce contexte, le projet actuel suscite une inquiétude légitime quant à la soutenabilité des charges de travail, à la préservation des compétences, et à l'équité dans la répartition des efforts demandés aux salariés.

La non-parution des journaux constitue une conséquence regrettable de ce mouvement. Elle traduit néanmoins le niveau de préoccupation et de tension atteint aujourd'hui (...)

Le mouvement de grève exprime ainsi une demande de rééquilibrage et de reconnaissance, plus qu'un refus du dialogue. Cette demande a été formulée à de nombreuses reprises au cours des années passées, sans avoir été entendue à ce jour.

Trop, c'est trop ! Il est important de rappeler clairement que les salariés mobilisés ne contestent pas la nécessité d'adapter l'entreprise à son environnement économique. En revanche, ils s'interrogent sur les modalités retenues, leur intensité et leur concentration répétée sur les mêmes équipes.

Face à ce constat, notre organisation syndicale appelle, à la reprise rapide d'un dialogue social approfondi, à une évaluation partagée des impacts des mesures envisagées, à la recherche de solutions équilibrées, conciliant impératifs économiques et respect des conditions de travail.

La non-parution des journaux constitue une conséquence regrettable de ce mouvement. Elle traduit néanmoins le niveau de préoccupation et de tension atteint aujourd'hui, ainsi que l'absence, à ce stade, de réponse adaptée de la direction sur la question de l'équilibre des efforts.

Nous restons pleinement disponibles pour engager un travail constructif avec la direction, dans l'intérêt de l'entreprise et de l'ensemble des salariés.

Dans une période exigeante, chacun doit prendre sa part de responsabilité.

Notre organisation continuera à agir avec lucidité sur la situation économique, exigence sur les conditions sociales et volonté constante de préserver à la fois l'avenir de l'entreprise et la dignité de ses salariés.

SOM-CGT